



Union Régionale FORCE OUVRIERE NOUVELLE-AQUITAINE

Le 13 décembre 2018

Session plénière du 13 décembre 2018 CESER Nouvelle Aquitaine Déclaration Force Ouvrière

Nous intervenons ici au nom de notre organisation syndicale Force Ouvrière sur ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement des gilets jaunes.

Les exigences posées en termes de pouvoir d'achat, d'arrêt des taxes, de maintien et développement des services publics dans tous les territoires, d'injustice sociale et fiscale, qui s'expriment dans le mouvement actuel, sont totalement légitimes.

Elles rencontrent aussi l'assentiment de 80% de la population : salariés, chômeurs, retraités etc. Tous sont rudement frappés par la politique d'austérité qui s'applique depuis des années.

Le gouvernement, sourd aux revendications portées par les salariés et leurs organisations syndicales que ce soit en matière de salaire, de remise en cause du droit du travail engendrant la déprotection des salariés, de démantèlement des services publics (fermetures de lits et de services à l'hôpital, de trésoreries, de postes, de classes ou d'écoles), est entièrement responsable de cette situation.

Nous réaffirmons que dans ces circonstances, la première violence est celle que subissent quotidiennement les millions de salariés privés d'emploi, précarisés, contraints de vivre sous le seuil de pauvreté comme nombre de retraités et comme tous ceux qui n'arrivent plus avec des salaires qui n'augmentent plus.

La violence, c'est aussi contre les jeunes, qui confrontés aux dernières réformes (collège, lycée, baccalauréat, parcours'sup) voient leur avenir compromis.

La violence, c'est aussi la destruction programmée de l'Assurance chômage, de la Sécurité Sociale, de la retraite par répartition basée sur la solidarité, et de tous les cadres collectifs (statuts : SnCF, fonction publique, convention collective etc.).

Violence contre les gilets jaunes, violence contre les jeunes, violence contre les salariés et leurs organisations syndicales, violence contre les policiers, c'est la violence contre la République et ses valeurs que nous ne cautionnerons jamais.

Nos revendications sont claires et nous considérons que des mesures immédiates et urgentes doivent être prises.

- augmentation générale des salaires, revalorisation des retraites et des pensions ;
- SMIC porté à 80% du salaire médian ;
- revalorisation du point d'indice,
- revalorisation des minima sociaux ;
- prime de transport ;
- gel des taxes sur le carburant ;
- suppression de la hausse de la CSG ;
- arrêt de la fermeture des services publics : lits et services à l'hôpital, trésoreries, postes, classes et écoles... ;
- annulation de la suppression des 120 000 postes de fonctionnaires ;
- abandon du projet de réforme des retraites par points ;
- abrogation de parcours'sup et arrêt de la réforme du lycée.

Le gouvernement et lui seul a la responsabilité de satisfaire les revendications les plus urgentes et d'ouvrir les négociations. Il porte l'entière responsabilité de la situation actuelle.